

Bonjour,

On se permet de vous envoyer ce mail, avec un petit communiqué de presse, pour répondre à plusieurs de vos questions concernant l'actualité du campement et le collectif Leopart. Aussi pour vous tenir au courant du procès d'expulsion de la Vis-La Résistance et La Gang Graine.

Par rapport au procès, il y a déjà 10 jours que la date limite d'expulsion, de deux habitant-e-s de la maison, est passée, mais la huissière et/ou la police ne s'est pas toujours présentée, donc on vit dans un relatif calme en attendant leur visite. Par contre, samedi on a reçu une lettre du greffier de la Cours d'Appel de Nîmes nous annonçant que la DREAL a fait appel à la décision du juge, du Grand Tribunal d'Instance d'Avignon, du 15 juillet. Donc maintenant on attend les conclusions de cet appel et on aura du temps pour préparer la défense de nos ami-e-s, c'est à dire, peut être on ne recevra pas une visite de la huissière ni de la police, mais on tiendra au courant ceux/celles d'entre vous qui s'y intéressent.

Comme vous le savez, la LEO n'est plus prioritaire et donc ne se construira pas, on peut même dire jamais, vu que la France, comme État, est en train de suivre la même catastrophe économique que d'autres États de l'UE. Le système capitaliste coule et est incapable de suivre leurs procédures de destruction et consommation. C'est le moment d'engager d'autres façons de vivre, nous nous y essayons, même face à toutes les difficultés que l'État utilise pour nous réprimer, surtout avec la police.

Par contre, les mesures et études pour réaliser cette 2x4 voie continuent. Ce dernier mois on a empêché l'entreprise Ginger de faire des trous sur le terrain pour des études de sol, on a évité qu'un naturaliste fasse des études pour élaborer une liste d'insectes menacés (cette étude aurait permis à l'entreprise qui fera les travaux de payer moins d'amendes), on a évité aussi des géographes à faire leurs études, entre d'autres actions. Malheureusement on s'est trouvé-e-s face à la destruction d'une maison achetée par France Domaine, deux semaines après que le propriétaire (ou locataire) ait abandonné le lieu. Dans une ville où les logements sociaux manquent et où il y a du monde qui doit dormir dans la rue, l'État se permet de dépenser des milliers d'euros à acheter une maison, pour la détruire tout de suite. Illes n'ont pas pensé à un bail précaire ? A faire de cette maison deux logements sociaux vu la taille qu'elle avait ? Non, illes préfèrent détruire avant, au lieu de négocier. D'ailleurs, on rappelle que nous avons, par deux fois, essayé d'entamer des négociations avec France Domaine, la DREAL et le Préfet du Vaucluse, pour légaliser notre situation sans aucune réponse de leur part.

Donc, le collectif Leopart doit suivre toutes ces études pour les empêcher, mais pas que, on doit continuer à tracter, informer les gens, il y a plusieurs collectifs qui se sont créés, comme celui d'anti-discriminations, il y a le groupe juridique qui informe les voisin-e-s de leurs droits face aux mensonges de l'État, on écrit des tracts, on crée des liens, et beaucoup d'autres choses. Le collectif Leopart s'installe sur la Ceinture Verte pour éviter la construction de la LEO, mais aussi pour expérimenter d'autres façons de vivre et faire, donc pour durer dans le temps. En plus, il y a l'aspect nourricier et agricole. Cette année ce sont 14 hectares de la meilleure terre maraîchère qui sont à l'abandon, beaucoup plus sur toute la Ceinture Verte. On espère grandir en nombre de personnes qui veulent faire de l'agriculture, pour mettre en place une autonomie alimentaire des luttes et aussi nourrir avec une alimentation de qualité ces personnes qui sont démunies et qui n'ont pas accès à une nourriture saine.

Pour l'instant, cette saison il y a deux collectifs agricoles installés sur place, un qui fait du maraîchage et l'autre qui fait de la transformation pour obtenir des conserves.

Pendant une réunion extraordinaire réalisée le 8 juillet dernier, le collectif Leopart avait décidé de quitter le campement, car vu la nouvelle réalité de la LEO, on entendait que maintenir le campement était coûteux en terme d'énergie et pas nécessaire pour la lutte. Ce campement a été un outil très important pour la lutte, mais maintenant il ne l'est plus. Par contre, des personnes voulaient toujours rester, car on habite dans un monde où il y a du monde qui est exclu de la société, même si eux ne le veulent pas, donc pour eux, ce lieu représentait une façon de vivre à l'aise et tranquille. Donc on avait décidé de nettoyer le campement, enlever les infrastructures, qui n'étaient pas nécessaires, et soutenir les personnes qui voulaient rester pour y vivre. Ce premier nettoyage s'est réalisé le 14 juillet. Malheureusement, plusieurs actes accidentels ou criminels, qui n'ont rien à avoir avec notre lutte, se sont succédé sur ce campement. Donc, vu qu'il ne restait qu'une personne sur le campement et qu'il a décidé de partir, on a pris notre responsabilité et on a commencé à enlever toutes les infrastructures du campement et à le nettoyer, le jeudi 8 août dernier. Comme vous pouvez voir, on a enlevé les grosses infrastructures, on a amené beaucoup de poubelles, mais il reste beaucoup de travail à faire, donc on continuera jeudi 15 août en espérant finir, sinon on se donnera un troisième jour pour finir.

Nous n'avons pas les moyens de faire plus vite, on a beaucoup de choses à faire par ailleurs, on a aussi nos vies à respecter et on fait dans les meilleurs délais. Pendant la réunion extraordinaire on a décidé de redonner une vie agricole à cette parcelle, mais il faut attendre l'automne pour y travailler. Donc pour l'instant il y a un tas de poubelles à l'entrée de la parcelle, qu'on espère retirer ce jeudi même.

Ce campement a été conçu avec presque 90% des matériaux récupérés, pour la plupart sur la Ceinture Verte, donc on a fait un gros nettoyage de poubelles qu'aurait du faire la mairie de Avignon, car les habitant-e-s de la ville payent des impôts pour ça. On les a appelé pour une collaboration et retirer ensemble ces matériaux, qui avant étaient de l'autre côté de la ligne TGV pour la plupart. La mairie a répondu affirmativement, mais elle ne s'est jamais présentée sur place, on espère qu'ils vont le faire ce jeudi.

Nous n'oublions pas la solidarité, la défense du territoire et des terres agricoles, pour éviter la destruction de ce système qui nous détruit, donc on en profite pour saluer et encourager entre autre nos ami-e-s du Var, de la ZAD, de la Catalogne, de Cologne, du Val di Susa, de Laciana, de Rosia Montana, de la Galice, des grecs qui luttent contre les mines d'or, qui luttent pour essayer de préserver nos vies, la nature et les terres agricoles, face à la voracité criminelle des élites économique-politiques de l'UE.

Pour finir, on veut vous remercier de respecter notre façon de travailler, ce sont plusieurs médias d'information qui utilisent notre mail de contact, qui nous posent des questions, qui nous demandent des RDVs qui sont pour la plupart rejetés. On essaye de faire de notre mieux, on est pas des professionnel-les, on est des personnes qui luttent, qui essaient de vivre autrement et c'est difficile parfois. Par contre, on vous rappelle de la façon la plus cordiale possible, qu'on n'a pas besoin de vous, qu'on a nos moyens de communication et d'information. Donc on vous demande toujours de nous respecter et nous vous respecterons.

Par contre, le journal et votre collègue journaliste, qui a utilisé l'insulte, la démagogie et le dénigrement dans son dernier article, en nous harcelant constamment, et en ne respectant pas notre façon de faire ni celle de ses confrères (qui sont plus patients et qui utilisent nos moyens de communication), ne recevront plus jamais d'informations de nous, nous n'accepterons plus leurs visites et on ne leur donnera aucun RDV dans le futur.

Bien cordialement,

L'équipe de communication avec les médias locaux,
BLA Leopart